

Décarbonation : les prévisions du Réseau de transport d'électricité (RTE) pour 2035

Publié le 28 septembre 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Le Réseau de transport d'électricité (RTE) gère le réseau public de transport d'électricité haute tension en France. RTE publie des bilans prévisionnels pluriannuels, en concertation avec les acteurs du secteur. Que prévoit RTE d'ici à 2035 ?

RTE a publié, le 20 septembre 2023, son [Bilan prévisionnel 2023-2035](#) . RTE actualise la première période de son rapport "[Futurs énergétiques 2050](#)" , à mi-chemin de l'[objectif de neutralité carbone](#) de la France. Il étudie les enjeux d'une bascule plus rapide des énergies fossiles vers l'électricité, qui s'impose pour décarboner le pays et accroître sa souveraineté énergétique.

Accélérer la transition vers l'électricité

60% de l'énergie consommée en France provient du pétrole et du gaz fossile importés. Ces importations ont coûté 25 à 80 milliards d'euros par an dans les années 2010 et plus de 100 milliards en 2022, lors de la [crise énergétique](#) .

L'électricité se substituera de plus en plus aux énergies fossiles. Sa part dans le [mix énergétique français](#) (27%) doit augmenter car :

- l'Union européenne (UE) cible une réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de 55% entre 1990 et 2030. Il faut donc basculer rapidement vers les énergies bas-carbone, dont l'électricité ;
- la France veut renforcer sa souveraineté énergétique et industrielle en réindustrialisant et en maîtrisant les technologies de la transition énergétique ;
- la guerre en Ukraine modifie l'approvisionnement énergétique de l'UE ;
- le protectionnisme grandissant aux États-Unis et en Chine intensifie la concurrence pour la maîtrise des technologies et des approvisionnements pour la transition énergétique ;
- les puits de carbone et la biomasse disponible pour décarboner l'économie française ont été revus à la baisse après les travaux sur la planification écologique.

Trois scénarios possibles

RTE envisage trois "futurs énergétiques" :

- le **scénario A, le plus souhaitable**, permet d'atteindre les objectifs fixés par les pouvoirs publics en accélérant l'électrification des usages (transports, bâtiments, industrie) et en réindustrialisant. La consommation d'électricité, de 460 térawattheures (TWh) par an aujourd'hui, se situerait entre 580 et 640 TWh d'ici 2035 ;
- le **scénario B** permet d'atteindre les objectifs avec **trois à cinq ans de retard** ;
- le **scénario C** décrit un contexte de "**mondialisation contrariée**" où les tensions macroéconomiques et géopolitiques perdurent.

Comment réussir le scénario A ?

Le scénario A nécessite :

- **de couvrir les besoins d'électricité croissants** en misant sur l'efficacité énergétique (améliorer la performance des équipements neufs, amplifier la rénovation thermique du bâti), la sobriété (mesures d'économie d'énergie), le déploiement des énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydraulique) et la relance de la production nucléaire (prolonger la durée de vie des réacteurs existants et en construire de nouveaux) ;
- **de renforcer les interconnexions énergétiques** entre pays européens (échanges d'électricité) ;
- **de développer les outils de flexibilité** permettant l'équilibre offre/demande (modulation de la demande, batteries...) afin de sécuriser l'approvisionnement ;
- **d'investir massivement dans le système électrique** pour équiper les entreprises et les ménages en solutions décarbonées efficaces.